

NATIONALRAT

Verträulich

3003 Bern, 16.5.1991

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

Protokoll der Sitzung vom 2. Mai 1991
 11.00 - 13.45 Uhr
 in Bern, Bernerhof, Zimmer 35

Tagesordnung

1. Stellungnahme und Erklärung zur Lage im Nahen Osten
 Prise de position et commentaire sur la situation au Proche-Orient
2. Stand der EWR-Verhandlungen
 Etat des négociations EEE
3. Stand der Transitverkehrsverhandlungen Schweiz-EG
 Etat des négociations au sujet du trafic de transit Suisse-CE

Teilnehmer Präsidium: Bundi

Anwesende Mitglieder: Bäumlin, Bircher Silvio, Cevey, Dietrich, Euler, Frey Walter, Grendelmeier, Loretan, Mühlemann, Petitpierre, Revaclier, Segmüller, Wyss Paul

Entschuldigt: Auer, Bär, Burckhardt, Grassi, Portmann, Rohrbasser, Rychen, Zbinden Paul, Ziegler, Bundesräte Delamuraz, Felber und Ogi

Weitere Teilnehmer:

H. Schaller, Generalsekretär EDA (Punkt 1)
 Botschafter Ducrey, EDA (Punkt 1)
 Botschafter Keusch, EDA (Punkt 1)
 H. Frisch, EDA (Punkt 1)

Staatssekretär Blankart, EVD (Punkt 2)
 Botschafter Kellenberger, Integrationsbüro EDA/EVD (Punkt 2)

H. Mühlemann, Generalsekretär EVED (Punkt 3)

Kommissionssekretariat:

H. Aebi, Parlamentsdienste

Protokoll (d/f):

Frau Strasser

1. Stellungnahme und Erklärung zur Lage im Nahen Osten

Präsident: Nach Rücksprache mit einigen Mitgliedern der Kommission waren wir der Meinung, dass man diese Sitzung einberufen sollte. Wir haben Ihnen einen Textvorschlag unterbreitet, auch für eine sog. *Erklärung* unserer Kommission. Ich werde später noch auf diesen Begriff *Erklärung* zurückkommen. Inzwischen haben wir diese erste Version nach Rücksprache mit Spezialisten des Departementes noch überarbeitet. Sie haben diese zweite Version erhalten.

Sind Sie einverstanden mit der Tagesordnung und mit dem Vorgehen?

Frau **Grendelmeier:** Ich bin einverstanden, dass man zu diesen gewichtigen Themen eine Sitzung einberuft; dass man sie aber so kurzfristig einberuft, scheint mir nicht ganz fair zu sein. Die Präsenz hier zeigt auch, auf wie wenig Gegenliebe dieser Vorschlag gestossen ist.

Präsident: Ihre Bemerkung mag sicher begründet sein. Man hat sich aber seit zwei Wochen schon überlegt, ob man die Sitzung einberufen könne. Eine solche Kommission wie die unsere müsste bei einem aktuellen Anlass jeweils *sofort* zusammentreten. Ich möchte nun den HH. Botschaftern Ducrey und Keusch das Wort geben.

M. **Ducrey:** La situation au Proche-Orient: A l'origine des malentendus, des crises et des conflits d'aujourd'hui, il y a trois facteurs majeurs: 1) une différence de mentalités et de cultures, due pour une bonne part à l'environnement religieux, 2) le découpage des anciennes possessions ottomanes dans la région, par les vainqueurs de la première guerre mondiale, et 3) le problème lancinant, non résolu, de la Palestine.

Les moyens de transport raccourcissent les distances et rapprochent les rives de la Méditerranée, mais pas les mentalités. Au contraire, la promiscuité exacerbe aujourd'hui les différences. C'est en vivant sur place qu'un Occidental peut mesurer à quel point les causes de mésentente l'emportent sur les raisons de s'accorder.

Le problème de la sécurité: Il y a d'abord un problème général qui est celui de la sécurité de l'ensemble de la région qui est du reste aussi, par effet de résonance, le problème de notre sécurité. Des conflits régionaux, on n'a pratiquement pas cessé d'en avoir à travers le monde depuis la dernière guerre mondiale. Mais ce n'est pas par hasard si cette fois-ci les voyants chez nous se sont allumés très vite, après le 2 août dernier et au fur et à mesure que se précisait l'opération militaire contre l'Irak. Nos opinions et nos chancelleries étaient préoccupées par 3 facteurs: 1) la proximité géographique de ce conflit, 2) la vulnérabilité de notre principale source d'énergie, et 3) l'importance des moyens militaires que l'Irak était réputée

pouvoir opposer aux troupes de la coalition (en d'autres termes l'ampleur et la durée vraisemblable du conflit).

A bien des égards, cette guerre du Golfe a confirmé une évidence: la coïncidence des défis et des dangers qui menacent en même temps la Suisse et nos voisins européens, qu'il s'agisse de l'approvisionnement en énergie, des prises d'otages ou des menaces terroristes. Cette constatation doit désormais être prise en compte dans l'appréciation de notre politique de sécurité et dans l'orientation de notre politique étrangère.

Les conséquences de la guerre: Nous ne reviendrons pas sur la position - bien connue - de notre pays face à ce conflit, mais en revanche, il est utile d'en mesurer les conséquences, directes ou indirectes, et les enseignements que nous pouvons en tirer. Il y a les gagnants et les perdants. Parmi les perdants, il y a l'Irak, la Jordanie et l'OLP. Face à ce trio de perdants, il y a les gagnants: les pays du Golfe, l'Egypte, la Syrie qui, elle, profite des circonstances pour renforcer son emprise sur le Liban; il y a ceux qui monnaient aujourd'hui la neutralité qu'ils ont observée durant le conflit, c'est-à-dire l'Iran et Israël. Au-delà du Moyen-Orient, il y a l'Europe, mais ceux qui ont affirmé le plus leur autorité à l'échelle mondiale sont incontestablement les Etats-Unis. Si ceux-ci doivent désormais partager la prépondérance économique avec la Communauté et le Japon, ils ont démontré magistralement qu'ils étaient les seuls à détenir - et à vouloir utiliser - ce deuxième facteur indispensable du pouvoir: la force militaire. Cependant, il n'est pas encore prouvé que Washington puisse imposer sa vue et sa volonté à Israël. Outre la redistribution des cartes régionales et l'affirmation de l'Amérique, la guerre du Golfe a entraîné les conséquences désastreuses que l'on sait sur le plan de l'environnement mais surtout elle nous confronte à une série de tragédies humanitaires.

La question kurde: Ce n'aura pas été la première fois dans l'histoire qu'un problème dégénère en drame. Comme le relevait récemment un historien, *il n'est personne qui, depuis le Traité de Lausanne, signé en 1923, n'ait contribué à l'anéantissement du peuple kurde*. En effet, après l'effondrement de l'empire ottoman, les Occidentaux ont dépecé son territoire pour répartir la communauté kurde entre la Syrie, la Turquie, l'Irak et l'Iran, donnant à ces pays le droit d'en disposer à discrétion (cf. carte distribuée).

Il y a toujours eu des formes d'oppression à quoi a répondu du terrorisme et ensuite du contre-terrorisme, toujours sans arriver à trouver une solution. C'est un cercle vicieux. Avant de donner certains détails de notre engagement sur le terrain, face aux différents problèmes de la région, nous voudrions faire encore deux observations à propos des Kurdes. Des tragédies, il y en a un peu partout dans le monde, surtout en Afrique; et aujourd'hui, on a tous appris encore la tragédie du Bangladesh. Actuellement, la situation des Kurdes risque de détourner notre attention de

ces autres problèmes et il est important d'éviter ce risque. Une politique humanitaire ne peut pas avoir des indignations sélectives, inspirées par les médias. Il y a une tendance actuelle à béatifier les Kurdes et à démoniser les Irakiens. La Communauté internationale devrait veiller à venir en aide à l'ensemble des populations, des minorités qui supportent aujourd'hui le plus durement les conséquences de la guerre du Golfe. Une deuxième observation à propos des Kurdes, c'est la conscience internationale que leur situation a éveillée. Cela a entraîné la notion tout à fait nouvelle de ce qu'on a appelé *le droit d'ingérence*. Un seuil important a été franchi dans ce domaine par la résolution 688 du Conseil de sécurité qui demande à l'Irak un accès immédiat vers tous ceux qui ont besoin d'assistance.

Rôle de la Suisse: Avant même le début de la guerre, nous rappelions dans un document interne que la Suisse ne devrait pas prétendre jouer un rôle moteur ou médiateur, hors de notre portée. Les principaux acteurs aujourd'hui sont ceux qui ont été le plus engagés hier dans le conflit. Par contre, ce qui est toujours attendu d'un pays comme la Suisse, c'est sa disponibilité, éventuellement ses bons offices. Face aux principales conséquences de cette guerre du Golfe, on peut dire que notre pays a été particulièrement actif: comme il avait été solidaire dans les sanctions contre l'Irak l'été dernier, il est aujourd'hui solidaire dans la restauration de la région. Nos prestations peuvent se diviser dans les grandes lignes en trois catégories: 1) prestations financières ponctuelles, 2) prestations en nature et sous forme d'assistance directe, et 3) prestations diplomatiques.

La disponibilité de Genève comme lieu de conférences internationales sur le Proche-Orient a été annoncée très tôt par nos autorités et elle a été réitérée à différentes occasions. Les bons offices de notre pays ont trouvé leur expression dans le choix de l'Ambassadeur Brunner en qualité de représentant du Secrétaire général des Nations-Unies dans la région.

M. **Keusch**: J'aimerais vous donner une idée sur les prestations suisses, les prestations qui sont déjà en route ou qui sont envisagées dans le cadre de ce conflit. Comme vous savez, c'est la résolution 697 du Conseil de sécurité qui fixe les dispositions pour maintenir le cessez-le-feu; dans le cadre de cette résolution, on prévoit notamment le déploiement d'une mission d'observation des Nations-Unies pour l'Irak et le Kuwait. Nous ne pensons pas que la Suisse puisse participer à l'opération du contingent des Etats membres - contingent important de 1500 personnes au total - , mais en revanche nous avons été sollicités par le Secrétaire général des Nations-Unies pour un appui logistique. A cette fin, nous avons présenté une offre au Secrétaire général qu'il a acceptée, de mettre à disposition deux avions avec leur équipage. Ces deux avions sont maintenant sur le terrain.

Dans cette résolution 697, on prévoit également la création d'une commission spéciale pour le désarmement de l'Irak, avec les possibilités d'enlever à l'Irak les capacités en matière d'armes biologiques et chimiques ainsi que les possibilités de se fournir des matériaux en matière d'armes nucléaires. La commission sera constituée par des membres du Conseil de sécurité et par un certain nombre d'experts; nous avons pris l'initiative d'informer le Secrétaire général que nous pourrions envisager de mettre à disposition trois experts dans ce secteur des armes chimiques. Nous n'avons pas encore de réaction de la part du Secrétaire général.

Je vous rappelle encore très brièvement que nous avons également fait une promesse dans le domaine d'une contribution pour ce qui est de l'environnement. Pour contribuer à assainir cette pollution terrible, nous avons promis une contribution de 400.000 francs, y compris les missions d'experts scientifiques.

Nous avons également appris que, à New-York, le Conseil de sécurité avait décidé que le fond d'indemnisation se fixera à Genève. Il devra être par la suite appuyé par un certain nombre d'experts et je pense que là aussi, nous avons la possibilité d'apporter un appui aux Nations-Unies qui chercheront peut-être des locaux pour loger une commission qui sera une commission d'environ 40 à 45 personnes.

Präsident: Zweiter Entwurf für eine Erklärung der Aussenpolitischen Kommission des Nationalrates zum Kurden- und Mittelostproblem: Warum braucht es eine solche Erklärung von unserer Seite? Sie haben gehört, was von Seiten des Departementes geplant oder schon gemacht worden ist in dieser Richtung. Wir haben aber als Kommission durchaus die Möglichkeit, diese Aktivitäten des Bundesrates noch zu unterstützen. Ich sehe ein Ziel unserer Aktion darin, dass wir zeigen, dass nicht der Bundesrat allein, sondern auch das Parlament solche friedenspolitische Aktivitäten unterstützt.

In dieser zweiten Fassung sind einige neue Elemente enthalten. Der UNO-Generalsekretär hat vor einer Woche öffentlich erklärt, dass die finanzielle Hilfe viel zu gering sei. Er hat dazu aufgerufen, mehr finanzielle Hilfe zu leisten. Unterdessen hat z.B. Japan einen Beitrag von 100 Mio. Dollar beschlossen. Die Kurden haben viel Leid durchgemacht, und es ist ihnen einiges Unrecht geschehen in ihrer Geschichte. Einen Teil solchen Unrechtes kann man vielleicht wieder gutmachen. Wir haben in dieser zweiten Fassung versucht, noch etwas mehr zu konkretisieren, damit das Ganze nicht nur danach aussieht, wie wenn wir nur einfach 100 Mio. Franken schicken wollten. Was uns wichtig erscheint, sind menschliches Know-how und die Unterstützung aus den Bereichen Logistik und Sanität. Ich bin der Auffassung, dass wir, durch eine ausserordentliche Anstrengung der Schweiz, einen besonderen Akzent setzen könnten in bezug auf die Aktionen im Nahen und Mittleren Osten und dass

die Schweiz in der Welt sehr stark gewinnen würde in bezug auf ihr aktives friedenspolitisches Engagement.

Aus diesen Gründen möchte ich beliebt machen, dass wir diese Erklärung verabschieden. Die Diskussion ist eröffnet.

Frey: Zum Prinzip: Es geht durchaus an, dass man die Aussenpolitik des Bundesrates mit einer Erklärung unterstützt. Wenn man in der gleichen Erklärung eine Botschaft verlangt, die das Land 100 Mio. Franken kostet, dann gibt das dieser Erklärung ein ganz anderes Gewicht. Es geht um 100 Mio. Schweizer Franken, die von Schweizer Bürgern, von der Schweizer Wirtschaft verdient werden müssen. Ich hoffe, dass wir uns bewusst sind, dass der Grad zwischen Unterstützung des Bundesrates und reiner Effekthascherei für das Parlament sehr schmal ist.

Zum Inhalt: Dass wir alle eine tief empfundene Sympathie mit den Kurden haben, steht ausser Zweifel. Die Frage ist, ob man ihnen mit dieser Erklärung, mit diesen 100 Mio. Franken, die dann vielleicht durch das Parlament gehen, helfen kann. Wie kamen sie in die heutige Situation? Der letzte Anstoss einer langen Geschichte war sicher dieser unsinnige Grössenwahnsinn der irakischen Innenpolitik. Dieses Land, das seine eigenen Minderheiten so schlecht behandelt, sollten wir nicht aus seiner Verpflichtung, seine eigenen Bürger und Bürgerinnen zu unterstützen, entlasten. Es hat den Krieg gewollt und hat ihn bekommen; und bevor es sich wieder aufrüstet, sollte es sich vielleicht einmal seiner humanitären Verpflichtungen gegenüber einer Minderheit gewahr werden. Wenn wir die ganzen Waffenstillstandsgespräche betrachten, könnte man doch das auch zu einem ganz entscheidenden Punkt deklarieren, von dem der Waffenstillstand abhängen könnte. In diesem Sinne kann man sicher Druck machen. Bei Punkt 2 geht es um Dinge, die bereits auf dem Wege sind, realisiert zu werden. Das ist Effekthascherei des Parlaments, das auch noch etwas gesagt haben möchte. Deshalb bitte ich Sie, auf diese Erklärung zu verzichten.

Frau **Segmüller:** Es ist meines Erinnerens noch nie der Fall gewesen, dass eine Kommission sich mit einer öffentlich gemachten Erklärung direkt an den Bundesrat wendet. Es leuchtet mir aber durchaus ein, dass man das machen kann und ggf. auch soll. Ich finde es richtig, dass wir diese ausserordentliche Sitzung abhalten. Sie liegt im Trend, der in der Arbeit der Parlamentsreform zum Ausdruck kommt, nämlich *Aufwertung der parlamentarischen Arbeit in bezug auf die Aussenpolitik*.

Zum Zeitpunkt einer solchen Erklärung: Sie kommt schon fast zu spät, aber es geht gerade noch! Von daher gesehen würde ich die Sache begrüßen.

Zu Punkt 2 der Erklärung: Das sind Forderungen, die eigentlich laufen; von daher gesehen müssten wir hier nicht mehr sagen, *der Bundesrat wird eingeladen ...*, sondern wir müssten sagen *wir begrüßen und unterstützen, wenn der Bundesrat ...* Sonst

könnte man meinen, die Idee sei von uns gekommen, und wir müssten nun den Bundesrat auffordern, endlich etwas zu unternehmen. Die drei Forderungen scheinen mir sinnvoll und in der zweiten Formulierung auch gut zu sein.

Zu Punkt 1 der Erklärung: Hier möchte ich in Erinnerung rufen, dass bei der Diskussion der Vorlage über die Hilfe an die Frontstaaten von der Wirtschaftskommission ein Postulat eingebracht wurde. Ich habe dort *zusätzlich* 100 Mio. verlangt für die anderen Staaten, die von den Auswirkungen des Golfkrieges betroffen sind. Damals hat Bundesrat Stich dieses Postulat vehement bekämpft. Er hat in der Kommission angekündigt, er würde erklären, dass das durch die 100 Mio. in den 700 Mio. Jubiläumskredit erfüllt sei. Das haben wir von der Wirtschaftskommission her bekämpft und gesagt, dass das *zusätzlich* wäre. Dann hat die Stimmung gekippt. Im Einverständnis mit dem Präsidenten der Wirtschaftskommission, Herrn Oehler, haben wir das Postulat in die Kommission zurückgenommen; das ist also noch hängig. Wir müssen aufpassen, dass wir nicht hier 100 Mio. und dort 100 Mio. verteilen. Deshalb möchte ich beantragen, dass wir eine Forderung für ein Hilfspaket 100 Mio. aufstellen, aber sagen *insbesondere für die Kurden*. Dass wir Hilfe leisten müssen, ist unbestritten; aber wir sollten nicht nach Effekten (Medien!) Hilfe verteilen, sondern sagen *es braucht Hilfe, diese Mittel stellen wir zur Verfügung...* Wir sollten es so formulieren, dass ein gewisser Handlungsspielraum offen bleibt.

Dann würde ich es begrüßen, wenn Herr Frisch uns sagen könnte, wie der aktuelle Stand der Dinge ist und wie aus der Sicht des Katastrophenhilfskorps die Sache angegangen wird.

Mühlemann: Wenn wir das Volk von dem überzeugen wollen, was der Bundesrat will, wird das Parlament in Zukunft in der Aussenpolitik mehr mitsprechen müssen. Und unser Vorstoss in diese Richtung ist ja erfolgt. Ich halte diesen Vorstoss und diese Erklärung für richtig. Es sind folgende Punkte, die zentral sind:

Die aktive Friedenspolitik des Bundesrates im Rahmen der Solidaritätspolitik unserer Neutralität: Bisher waren wir eher passiv; deshalb halte ich es für richtig, dass der Punkt 2a) dasteht: *Ergreifen aller dem Bundesrat tauglich erscheinenden Mittel, welche zu einer friedlichen politischen Lösung des Problems beitragen können.*

Die diplomatische Aktivität: Es scheint mir ganz zentral zu sein, dass die Diplomaten der westlichen Welt in Bagdad leben; unser Botschafter ist aber immer noch in Warteposition in der Schweiz, er hat Bagdad noch nicht besucht. Die diplomatische Aktivität sollte verstärkt werden.

Die Frage der Disponibilität Genfs als Konferenzstandort würde ich zu Punkt 2a) nehmen, damit es etwas konzentrierter ist.

Am meisten haben mich die 100 Mio. gestört. Unser Ziel muss sein, dem Bundesrat Aufträge zu erteilen; den Weg muss er schon selber wählen. Ich würde die 100 Mio.

nicht erwähnen. Dass wir die Kurden mehr als andere unterstützen, scheint mir klar zu sein. Hier hat die ganze Welt eine Verantwortung. Diese Verantwortung würde ich auch fixieren, aber nicht gerade mit einer Summe.

Frau **Bäumlin**: Ich möchte betonen, dass mir die politischen Fragen wichtiger sind als die finanziellen. Ich finde es gut, dass in der neuen Fassung das Moment des Dringlichkeitsweges hinzugekommen ist. Wir müssten darüber diskutieren, ob wir nicht der ausserordentlichen Situation angemessen einmal etwas machen, was nicht durch die übliche langsame Mühle der Vorlagen und Vorstösse läuft. Wichtig ist mir aber, wie wir uns politisch gegenüber dem Problem des Mittleren Ostens verhalten. In diesem Zusammenhang habe ich vier Fragen: 1) Wie verhält sich die Weiterführung der Sanktionen zur humanitären Hilfe, die wir leisten möchten? 2) Wie stellen wir uns zu den Aussagen in den Medien, dass offenbar in der Region erneut aufgerüstet wird? Können wir einen Beitrag an die Kontrolle, die dort ausgeübt werden muss, leisten? 3) Sollten wir nicht in der Schweiz eine tiefgründige Analyse der Fluchtbewegungen, die durch diesen Krieg ausgelöst wurden, machen, um dann z.B. Anhaltspunkte für unsere Asylpolitik zu erhalten? 4) Mein Grundanliegen, das ich schon in der Motion formuliert habe, die von fast allen Nationalräten mitunterzeichnet wurde: Müssten wir nicht eine neue Nahostpolitik ins Auge fassen, die eine Regionenpolitik ist? Herr Ducrey hat betont, dass es ein Regionenproblem ist und wir es auch als solches behandeln müssen. Das hat eine Reihe von politischen Folgen, die zu beachten und in einem Konzept niederzulegen wären.

Ich unterstütze die Erklärung, besonders wegen Punkt 3: Die Formulierung ist so offen, dass die im ersten Entwurf erwähnte Unterstützung der Mission von Herrn Botschafter Edouard Brunner für mich eingeschlossen werden kann. Auch wegen dem Nachsatz möchte ich die Abgabe der Erklärung der Aussenpolitischen Kommission unterstützen.

M. **Cevey**: Je suis favorable à une déclaration. Je ne redirai pas les arguments développés par Mme Segmüller et M. Mühlemann qui me font penser que nous devrions trouver une formule qui ne nous oblige pas à avancer un montant. Les 100 mio peuvent apparaître aux yeux de certains ou trop peu ou trop, compte tenu du fait que nous sommes déjà engagés dans une situation un peu embarrassante par toutes les générosités que le 700ème anniversaire de la Confédération semble avoir inspirées.

L'essentiel de la déclaration pour moi, c'est l'affirmation que nous devons a) participer à la recherche des moyens pour apaiser les douleurs et les drames au Moyen-Orient, b) essayer de collaborer à la recherche de la paix par les divers moyens qui sont énoncés au point 2.

J'aimerais souligner que nous avons malgré tout quelque intérêt économique aussi à manifester. On sent très bien qu'il y a une certaine compétition qui s'est instaurée entre la Communauté et les Etats-Unis, avec une arrière-pensée économique évidente. Un pays comme la Suisse qui a déjà des intérêts économiques très marqués dans certains pays du Moyen-Orient ne peut pas rester en dehors de ce mouvement.

J'ai entendu parler d'un scientifique suisse qui aurait trouvé un moyen d'éteindre assez rapidement les fameux champs pétrolifères allumés par la volonté démoniaque que vous savez. Malheureusement, ce citoyen ne pouvait pas aller très vite dans sa démarche parce qu'il n'avait pas l'autorisation de faire des essais sur le territoire suisse. Est-ce que vous êtes renseignés?

Frey: Ich könnte die Erklärung befürworten - obwohl ich prinzipiell dagegen bin -, wenn der Punkt 1 mit den 100 Mio. nicht drin wäre. Wenn diese 100 Mio. drinstehen und Sie einen Dringlichkeitsbeschluss verlangen, werde ich ihn bekämpfen.

Präsident: Ich glaube, wir könnten uns dort treffen, wo wir sagen, wir lassen diese 100 Mio. weg und sprechen von einem *ausserordentlichen Beitrag für die multi- und bilaterale Hilfe in der Region, insbesondere an die kurdischen Flüchtlinge*. So wäre den verschiedenen Einwänden Rechnung getragen.

Dietrich: Ich habe eine Frage zu dem Kredit für humanitäre Hilfe: Ist in diesem Kredit etwas für Diverses und für rasche Nothilfe vorgesehen?

Frisch: Ich möchte mich ganz kurz fassen zur Hilfe: Es ist bereits vor dem Krieg Hilfe zugunsten der Kurden geleistet worden. Nach den kritischen Ereignissen wurde Hilfe geleistet, sobald dies möglich war, und zwar im Bereich der Unterstützung in finanzieller Hinsicht und mit Nahrungsmittelhilfe und durch den Direkteinsatz des Katastrophenhilfskorps. Das Katastrophenhilfskorps war in der Türkei und im Iran operationell tätig, nicht aber im Irak. In der Türkei ist z.Z. ein Team von 12 Personen noch im Einsatz.

Zur medizinischen Versorgung in den Lagern Isikveren: Die Schweiz war das erste Land, das in diesem Gebiet Hilfe geleistet hat. Von 80.000 ist man bereits auf 40.000 Flüchtlinge zurückgegangen, da nun die UNO-Lager im Norden Iraks belegt werden können, jedenfalls solange die Alliierten die Sicherheit garantieren.

Mein Hauptanliegen ist, dass es nicht zu ähnlichen Problemen kommt wie in Palästina; das führt sonst dazu, dass jahrzehntelange Unterstützung von aussen nötig ist. Die Hauptbemühungen liegen in der Rückführung in die angestammten Wohngebiete und in der Integration. Ein Ausbau in der provisorischen Übergangsphase wird

zwar unterstützt zugunsten der UNO, aber man möchte auf jeden Fall versuchen, dieser einen temporären Charakter zu geben und nur so lange wie nötig aufrechtzuerhalten.

Zur Frage der Betreuung durch die Schweiz: Wir haben ein bisschen davon abgesehen, um diesen permanenten Charakter nicht zu gewährleisten, um nicht noch die Attraktivität zu erhöhen und viel mehr dort gezielt zu reagieren, wo wir aufgrund der Flexibilität, die die Schweiz hat finanziell oder operationell unterstützen; d.h. bis anhin fanden wir es nicht opportun, dass die Schweiz an Schweizer Lager betreut, aufbaut und weiterführt.

Schaller: Der Bundesrat hat sich in seiner letzten Sitzung mit den Bedürfnissen in Sachen *Hilfe für die Kurden* befasst. In dem Papier, das ihm vorlag, war von den bisher erfolgten Hilfsaufrufen der drei grössten Hilfsorganisationen die Rede. Wenn wir zusammenfassen, was diese Organisationen an Bedürfnissen zusammengetragen haben, kommen wir beim IKRK auf 188 Mio. Franken, beim UNHCR auf 350 Mio. Franken und bei Prinz Aga Khan auf 7 Mio. Franken; das ergibt ein Total von fast 550 Mio. Franken. Ich wollte diese Zahl nur nennen, um sie in den Quervergleich mit den 100 Mio. Franken, die hier im Raum stehen zu bringen. Ich würde also eher dafür plädieren, hier dem Bundesrat Spielraum zu lassen und ihm durchaus eine gewisse Aufforderung zukommen zu lassen, indem man ihn bittet, zusätzliche Mittel in *ausserordentlichem* oder *erheblichem* Umfang zur Verfügung zu stellen, ohne einen Betrag zu nennen. Der Bundesrat hat sich bereit erklärt, weitere Mittel zur Verfügung zu stellen; er ist sich der Tragik der Situation bewusst.

Zu Herrn Mühlemann: Die Botschaft in Kuwait ist mit einem Geschäftsträger besetzt. Der Bundesrat hat einen Botschafter für Kuwait ernannt; es trifft zu, dass er seinen Posten noch nicht angetreten hat, aber die Botschaft ist eröffnet. Was Bagdad betrifft, wird sich eine technische Mission dorthin begeben, um zu prüfen, was notwendig ist, um die Arbeitsbedingungen wiederherzustellen. Der Zeitpunkt der Entsendung eines Botschafters wird von der politischen Beurteilung abhängen, ob man Saddam Hussein nicht ein Zeichen setzen würde, wenn man zu früh einen Botschafter entsenden würde. Zur Frage der Unterstützung der Mission von Herrn Brunner: Herr Brunner ist nicht frei in der Wahl seiner Mitarbeiter. Falls er sich ein Team zusammensetzen muss, wenn eine Aktion konkretere Formen annehmen würde, ist nicht ausgeschlossen, dass er auch Schweizer wählen würde; das Departement wäre sicher bereit, solchen Wünschen entgegenzukommen. Osthilfe: Die Zahl von 2 Mia. Franken für die Osthilfe hat sich erheblich reduziert und liegt jetzt unter 1 Mia. Franken, nicht zuletzt wegen der Finanzlage, die Sie selbst angesprochen haben.

Zu Herrn Cevey: Wir hatten Kenntnis von dieser neuen Löschmethode für brennende Ölfelder, die ein Schweizer entwickelt haben soll. Er hat sich bei uns beklagt, er

komme nicht an die kuwaitischen Behörden heran für eine Bewilligung, in Kuwait eine Demonstration zu machen. Wir haben über unsere Botschaft in Saudiarabien immerhin den Kontakt herstellen können. Ob er nun an Ort tätig werden kann, weiss ich nicht. Ich frage mich, ob man eine solche Demonstration in der Schweiz simulieren könnte.

Präsident: Zum Entwurf, Punkt 1: Wären Sie einverstanden, den Text so abzuändern, dass wir a) die 100 Mio. Franken weglassen und von einem *ausserordentlichen Beitrag* reden und b) sagen, *als Hilfe an die Region, insbesondere an die kurdischen Flüchtlinge*?

Frey: Ich bin dafür, dass man Punkt 1 streicht.

Frau **Segmüller:** Ich bin dafür, dass wir Punkt 1 in der abgeänderten Form belassen. Wir müssen zur Lage im Nahen Osten etwas sagen, und zwar nicht nur mit einer Deklaration, sondern mit einer Forderung nach vermehrter Hilfe. Wir müssen uns in diesen weltbewegenden Dingen international mehr zu Wort melden. Ich würde sogar noch einen Satz hinzufügen, der unser Ziel umschreibt und zeigt, dass es uns um das menschliche Schicksal geht.

Frau **Grendelmeier:** Ich bin auch der Meinung, dass wir Punkt 1 stehenlassen, aber ich würde von einem *erheblichen Beitrag* sprechen. Wir sind ein reiches Land und dürfen deshalb etwas mehr leisten als andere.

Präsident: Punkt 1: Mit Ausnahme von Herrn Frey können sich alle mit der vorgeschlagenen Version einverstanden erklären.

Punkt 2: So genehmigt.

Punkt 3: So genehmigt.

Frau **Grendelmeier:** Ich möchte nur auf den Pleonasmus in 2b) hinweisen, wo von *materiellen* und *sachlichen* Mitteln die Rede ist.

Frau **Segmüller:** Ich würde das *dringlich* weglassen, weil das Anstoss erregen kann; ausserdem ist der Bundesrat auch in der Lage zu beurteilen, was dringlich ist und was nicht.

Präsident: Ich darf daran erinnern, dass das Problem dringlich ist!

Schaller: Ich würde von einer *Vorlage* absehen und den Bundesrat mit einer allgemeineren Formel beauftragen, zusätzliche Mittel in ausserordentlichem Masse zur Verfügung zu stellen. Dadurch kann Zeit gewonnen werden, weil keine Botschaft an das Parlament ausgearbeitet werden muss.

Frau **Segmüller:** Ich unterstütze die Formulierung von Herrn Schaller. Wenn wir nicht von einer *Vorlage* reden, müssen wir auch nicht von *dringlich* reden. Wir können sagen, dass der Bundesrat *rasch* handeln soll.

Präsident: Punkt 1: Wir würden also sagen *zusätzliche Mittel in ausserordentlichem Umfang für die multi- und bilaterale Hilfe in der Region, insbesondere an die kurdischen Flüchtlinge*.

Abstimmung

für die so vorgeschlagene Version der Erklärung	12
dagegen	1
	(1 Enthaltung)

2. Stand der EWR-Verhandlungen

Blankart: Wie Sie wissen, befinden sich die Verhandlungen in einer delikaten Phase, was nicht ausschliesst, dass diese Phase höchst konstruktiv sein kann. Die Verhandlungen haben in den letzten zwölf Monaten ihren Charakter geändert. Zunächst ging es darum, einen Integrationsvertrag *sui generis* zu erarbeiten, dann wurden die Gespräche mehr und mehr zu Beitrittsverhandlungen ohne Beitritt. Dies hat vier Gründe: 1) Präsident Delors hat die Hälfte seiner ursprünglichen Offerte vom 17. Januar 1989 - jene der gemeinsamen Entscheidungs- und Verwaltungsorgane - ein Jahr später zurückgezogen, womit nur noch der Vorschlag der strukturierten Partnerschaft nach dem Zweipfeiler-Prinzip übrig blieb. 2) Die Gemeinschaft hat das Boot mit neuen Forderungen immer mehr überladen, gleichzeitig hat sie ihre Angebote verkürzt. 3) Die Ereignisse in Mittel- und Osteuropa haben die Lage völlig verändert. Potentiell umfasst die Gemeinschaft inskünftig den ganzen europäischen Raum. Eine solche Gemeinschaft muss, will sie nicht auseinanderbrechen, zum Subsidiaritätsprinzip des Föderalismus überwechseln. In einer solchen Gemeinschaft kann die Schweiz ihren Platz finden. 4) Die Verhandlungsparameter haben sich mit der Zuwendung Österreichs und Schwedens zur EG verändert und verschlechtert. Der EFTA-Pfeiler und das Sprechen mit einer Stimme haben sich damit mehr und mehr als problematisch erwiesen.

All das hatte zur Folge, dass die EG und verschiedene EFTA-Partner den EWR nur mehr als eine vorgezogene Teilmitgliedschaft zu interpretieren begannen, gewissermassen als ein Mitmachen in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. Der dialektische und kreative Prozess, den eine Verhandlung darstellt, führte die EG und die EFTA-Staaten zur Erkenntnis, dass es nicht möglich ist, mit einem Binnenmarkt binnenmarktähnliche Verhältnisse zu schaffen. Damit wird der EWR zur optimalen Vorbereitung für den Beitritt, falls ein solcher politisch als wünschenswert erachtet werden sollte. Folgendes Bild drängt sich auf: Ein von Baumstämmen und Steinblöcken verstellter Weg führt zu einem Haus der EG. In den EWR-Verhandlungen beseitigen wir alle diese Hindernisse und stehen am Ende vor der Haustür. Alsdann ist die Beitrittsfrage auf die politische Frage reduziert, ob die Schweiz ins Haus eintreten soll, ob sie am politischen Aufbau der Gemeinschaft teilhaben will.

Wie geht es weiter? Es ist nicht auszuschliessen, dass der EWR-Vertrag in der bisherigen Konzeption nicht zustandekommt. Hierzu sind zu viele Probleme rechtlich, politisch oder wirtschaftlich unlösbar. Somit lautet das erste Gebot: am Verhandlungstisch bleiben, Ausdauer haben und v.a. konstruktive Vorschläge einbringen. Vor dem Hintergrund einer langsamen Wende gewisser EFTA-Staaten zum Beitritt könnte durchaus die Vernunft einer einfacheren Lösung Platz greifen, v.a. dann, wenn der Schlußstein, der Gerichtshof, der Konstruktion nicht aufgesetzt werden könnte. Die Kathedrale würde dann zur schlichteren Basilika zurückgestuft, was zwar weniger kühn, der europäischen Liturgie aber durchaus angemessen wäre. Falls der Schlußstein des gemeinsamen Gerichtshofes ausfällt, kann zwischen dem EFTA- und dem EG-Pfeiler kein Bogen gespannt werden. Das Postulat der völligen Autonomie der Gemeinschaft ist mit jenem der Homogenität des EWR nur zu vereinbaren, falls sich die EFTA-Staaten im *decision-taking* in einseitige Abhängigkeit bringen lassen. Deshalb kann die EG das individuelle *opting out* jedenfalls vorderhand nicht tolerieren. Folglich könnte die Gegenseitigkeit der Autonomie nur sichergestellt werden, wenn auf das *decision-taking* verzichtet würde. Da dies nur auf Kosten der Homogenität ginge, wäre das Abkommen auf einige Jahre zu befristen und alsdann einer Revisionskonferenz zu unterbreiten. Dies hätte gewaltige Vorteile: keine verbriefte Ungleichbehandlung der Vertragsparteien, kein Gericht (sondern ein Schiedsgericht), kein automatischer Nachvollzugszwang, kein Sprechen mit einer Stimme, kein EFTA-Pfeiler. Ich möchte Sie bitten, von dieser Idee nicht öffentlich Gebrauch zu machen; wir sind dabei, sie hinter den Kulissen zu testen, und es wäre kontraproduktiv, wenn diese Details öffentlich diskutiert würden.

Der Unterschied zwischen unseren Vertragspartnern in der EFTA und uns besteht darin, dass unsere EFTA-Partner bereit sind, zugunsten der Homogenität einen gewissen Preis der einseitigen Abhängigkeit zu zahlen während wir zur Vermeidung dieser einseitigen Abhängigkeit bereit sind, mit einer geringeren Homogenität zu zah-

len. Ein politisches Ziel hat einen politischen Preis. Ein wirtschaftliches Ziel hat einen wirtschaftlichen Preis. Was abzulehnen ist, ist für ein wirtschaftliches Ziel einen politischen Preis zu zahlen. Aus diesem Grunde wird der Bundesrat ein Abkommen, das politisch einseitige Abhängigkeit schafft, nicht unterzeichnen. Es ist wichtig, an bestimmten Grundsätzen festzuhalten, zum Beispiel an jenem der Gleichheit der Vertragsparteien. Die EG hat uns ein Angebot gemacht und alsdann zurückbuchstabiert, so dass durchaus die Möglichkeit besteht, dass wir das Restangebot zurückweisen. Dann ist die EWR-Verhandlung eine Episode gewesen und eine andere Lösung zu suchen.

Wir haben uns über die Schwierigkeiten dieser Verhandlungen nie Illusionen gemacht. Verschiedene Personen haben bereits zwei Monate nach der Delors-Rede vom 17. Januar 1989 begonnen zu warnen. Diese Warnungen beruhten auf der Kenntnis der Stärken und Schwächen der EFTA. Zudem war uns die institutionelle Problematik vom Versicherungsabkommen her bekannt, insofern dieses Abkommen einen bilateralen und sektoriellen EWR-Vertrag darstellt. Aufgrund einer nüchternen Lagebeurteilung ist der Bundesrat mit konstruktiver Skepsis und ohne Illusionen in diese Verhandlung getreten, mit dem festen Willen, das Angebot von Herrn Jacques Delors optimal zu nutzen. Diese Herausforderung hat Wesentliches zustandegebracht, nämlich die Schweiz zu einem Umdenken ihrer Tabus zu bringen. Dieses Umdenken in der öffentlichen Meinung, in der Presse und v.a. in der Politik möchte ich als sehr positiv qualifizieren.

Frau Segmüller: Ich möchte zwei Fragen stellen: 1) Ist die Schweiz bei der Ausarbeitung einer Alternative zum "klassischen" EWR allein, oder passiert das im Rahmen der EFTA? 2) Wie beurteilen Sie die Opportunität, wenn durch das Zurückstufen auf *EWR-light* das Einreichen eines Beitrittsgesuches der Schweiz verbunden werden könnte?

Mühlemann: Unser Hauptziel als Parlamentarier müsste darin bestehen, möglichst viel Klarheit zu erreichen, was eher schwierig zu sein scheint. Die Schwierigkeit liegt darin, dass dieser bilaterale Vertrag mit dem bilateralen Vertrag der Österreicher gekoppelt ist. Ein Preis, der wahrscheinlich nicht bezahlt werden kann, ist dieses individuelle *opting out*. Wenn der Gerichtshof eine Lösung anbietet mit einem EG-Gerichtshof und einer unabhängigen EWR-Kammer mit einer angemessenen Schweizer Vertretung (nicht nur EFTA-Richter), scheint mir eine Lösung denkbar. Was wir vermeiden müssen, ist eine Aufspaltung unseres Volkes in zwei Lager ("EG-Fans und Schwingerhosentypen"). Ich glaube, dass dieses Volk auf eine Annäherung angewiesen ist. Aber wir können unserem Delegationsleiter nicht vorschreiben, was er tun muss.

Loretan: Wie lange gedenkt der Bundesrat noch, Geheimpolitik zu betreiben? Ich nehme an, dass der EWR ein sich verflüchtigendes Phantom sein wird. Gedenkt man dann, kopfvoran in EG-Beitrittsverhandlungen zu gehen? Oder gedenkt man, eine Denkpause einzulegen, in der man die bilateralen Beziehungen mit der EG auszubauen versucht? Europa besteht nicht nur aus Wirtschaft, es muss aus tiefen kulturellen Wurzeln aufsteigen! Es gibt auch noch europapolitische Grundlagen, und die sind weit über dem Wirtschaftlichen plaziert. Mein Unwille steht dafür, was ich im Volk immer wieder über den Bundesrat gehört habe; das Volk zweifelt in beträchtlichem Umfang an der Führung.

Präsident: Zu Herrn Blankart: In der Presse konnte von Ihrer Meinung Kenntnis genommen werden, dass es richtig wäre, wenn die Schweiz den EWR als Übergangslösung oder Zwischenphase auf dem Weg zum EG-Beitritt fixieren würde. Wären Sie der Auffassung, dass es gut wäre, wenn ein Gremium wie wir einen solchen Standpunkt unterstreichen und bekanntgeben würde?

Bircher: Die Äusserungen des Präsidenten scheinen ein bestimmtes Ziel anzuvisieren: Der EWR in einer eingeschränkten oder in einer komplizierteren Form als Zwischenstufe auf dem Weg zur EG. Ich finde, man sollte das auch öffentlich aussprechen, dann reagiert das Volk vielleicht auch anders; das Volk muss genau wissen, welches Ziel angestrebt wird. Die Worte von Herrn Staatssekretär Blankart liessen beide Versionen offen (Vollbeitritt oder Alleingang), und das ist einfach ungenügend.

Blankart: Zu Herrn Bircher: Ich habe mich in bezug auf die Zukunft immer sehr vorsichtig ausgedrückt, indem ich gesagt habe, der EWR-Vertrag sei die optimale Voraussetzung und Vorbereitung für den Beitritt, falls letzterer politisch als wünschenswert erachtet werden sollte. Es ist nicht Aufgabe eines Beamten, dieses Ziel zu nennen; das ist eine politische Frage, die der Bundesrat, das Parlament und letztlich das Volk zu bestimmen haben.

Zu Herrn Loretan: Ich habe von Ihrem Unwillen Kenntnis genommen und werde meinen Vorgesetzten hierüber genauestens informieren.

Zu Frau Segmüller: Diese möglichen Alternativen haben wir natürlich auch EFTA-intern getestet; aber unsere Partner ziehen es vor, einen homogenen Marktzugang zu haben und hierfür eine gewisse Satellisierung in Kauf zu nehmen, während wir die bekämpfen und dafür in Kauf nehmen, dass der Markt etwas weniger homogen ist. Dies ist die Grunddifferenz in der Angehensweise zwischen den EFTA-Staaten - v.a. den nordischen - und Lichtenstein und der Schweiz. Soll ein Vorschlag eines leichte-

ren Gebäudes mit einem Beitrittsgesuch verbunden werden? Vom Negotiatorischen her ist das nicht sehr bedeutsam. Letztlich ist auch das eine politische Frage.

Zu Herrn Mühlemann: Das Hauptproblem ist die direkte Demokratie. Ein politisches Ziel hat einen politischen Preis; und die Frage, auf die das Schweizer Volk antworten muss, ist, ob sie für das politische Ziel der europäischen Einigung auf föderalistischer Grundlage gewisse politische Preise in der internen Konfiguration unseres Landes zu zahlen bereit ist. Zum *opting out*: Der *EWR-light* hätte natürlich den grossen Vorteil, dass die Frage des *opting out* gegenstandslos würde. Aber in der Substanz wäre ein *EWR-light* identisch mit dem jetzt vorliegenden EWR-Entwurf. Es wäre kein *Luxemburg-plus*, wo man tropfenweise ein Abkommen abschliessen würde, sondern die Übernahme des *acquis communautaire*. In bezug auf das Nachfolgerecht würden wir nicht in einer völkerrechtlich verbrieften Nachvollzugssituation stehen, und das ist der Vorteil des *EWR-light*. Zum Gerichtshof: Die Gemeinschaft sagt uns, dass überall dort, wo EG- und EWR-Recht identisch sind, nur der EG-Gerichtshof zuständig ist und dass nur in bezug auf spezifisches EWR-Recht eine EWR-Kammer in Funktion treten kann (diese Frage hat sich übrigens 1974 schon gestellt: der Gerichtshof hat im Avis 1.76 gesagt, es sei mit dem *Römervertrag* unvereinbar, dass unsere Richter in zwei verschiedenen Gerichtshöfen sitzen, selbst wenn die Rechtsnormen in der Materie identisch sind). Der Schlußstein der Kathedrale fällt damit zusammen, und der Weg ist wieder geöffnet für eine sehr viel leichtere Lösung. Aber ich möchte Ihnen keine Hoffnungen machen; es ist sehr ungewiss, dass unsere Ideen greifen. Der einzige Zweck war, Ihnen zu zeigen, dass wir keineswegs auf ein Modell eingeschworen sind, das uns von Anfang an nicht besonders sympathisch war. Es geht vielmehr darum, pragmatischere und simplere Lösungen zu analysieren.

M. **Revaclier**: J'ai une question en ce qui concerne les échéances: il est prévu de terminer les négociations le 26 juin. Est-ce que ces délais vont être tenus? Est-ce que notre pays est prêt à prolonger ces discussions? Est-ce que les autres pays de l'AELE tiennent absolument à cette date?

Frau **Bäumlin**: Nach einem Podium in Burgdorf hat ein Berichterstatter der *Weltwoche* geschrieben, ich hätte mit meinem Nichtwissen kokettiert. Ausserdem ist behauptet worden, das Parlament schlafe. Das Gespenst, das hinter solchen Vorwürfen steht, ist die Drohung der Isolation. Diese Drohung der Isolation erfolgt daraus, dass wir über das Ziel der EG- und EWR-Verhandlungen nicht genau Bescheid wissen. Vielleicht kann sich Herr Staatssekretär Blankart zu dieser Drohung der Isolation noch äussern.

Frau **Segmüller**: Wir müssen uns den Vorwürfen aus der Öffentlichkeit stellen. Nach dem Genscher-Besuch konnte man in den Zeitungen lesen, er sei im Detail nicht im Bild; unsere Schwierigkeiten sind im EG-Raum nicht richtig bekannt, deshalb sollten wir endlich Klartext reden.

Zum *EWR-light*: Trifft es zu, dass der *EWR-light* kein völkerrechtlicher Vertrag wäre und demzufolge keine Volksabstimmung bedingen würde? Da der EWR mit einer Befristung versehen wäre, könnte man ihn dann nicht den andern EFTA-Ländern, die der EG beitreten möchten, schmackhaft machen?

Mühlemann: Es führen viele Wege nach Brüssel. Was wir klar sehen, ist das Endziel, das wir erreichen wollen; was wir noch definieren müssen, sind diese sog. einfachen Lösungen.

Zu Frau Bäumlin: Die Isolation der Schweiz halte ich für das grösste Risiko unseres Landes. Wir müssen alle Anstrengungen unternehmen, um aus dieser Isolation herauszukommen.

Zu Herr Bircher: Wenn Sie sehen, wie selbst in der EG gewisse Staaten bei Diskussionen von der politischen Union ausgeschlossen sind, dann sehen Sie, wie stark das in eine zentralistische Richtung läuft. Einem zentralistischen Europa möchte ich nicht beitreten. Wenn sich so etwas wie die französische *Grande Nation* durchsetzt, dann wird es für uns gefährlich, und deshalb kann ich nicht so fröhlich auf den "Vollbeitritts-Zug" aufspringen.

Blankart: A. M. Revaclier: Il y a un calendrier théorique qui dit que l'EEE devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1993. Si on fait le count-down, on arrive à sa signature ou au moins à son parafe en juin 1991, à Salzbourg. Je pense que le calcul des Autrichiens, la combinaison du 200ème anniversaire de Mozart avec l'EEE, est faux. La question de la mise en vigueur est un problème symbolique. Au nom du Conseil fédéral, je vous assure que ce dernier ne fera pas de concessions dans la substance pour pouvoir maintenir un calendrier préétabli.

Zu Frau Segmüller: Es stimmt, dass in der EG-Kommission überhaupt keine Sensibilität für die Situation der Schweiz besteht, und deshalb wiederholt sie sich im Bekanntgeben des Tarifs. Wir haben selbstverständlich Klartext gesprochen, aber das Sprechen mit einer Stimme schränkt die Befähigung, uns am Verhandlungstisch zum Ausdruck zu bringen, ein; das schliesst nicht aus, dass wir vielfältigste Kontakte mit der Kommission selber unterhalten. Zum *EWR-light*: Es ist ein völkerrechtlicher Vertrag. Ob er dem fakultativen oder obligatorischen Referendum unterstellt werden müsste, hängt von seiner institutionellen Konfiguration ab. Ihr negotiatorisches Argument, dass die Befristung auch für die beitriftswilligen EFTA-Staaten von Interesse sein könnte, ist völlig richtig. Die EG käme unter Zugzwang, schon nach dem Ver-

trag Beitrittsverhandlungen zu führen. Der grosse Vorteil aus der Sicht dieser beitriftswilligen EFTA-Staaten ist, dass sie nicht in den gleichen Topf wie die Türkei geworfen werden.

Zu Frau Bäumlin: Ich kann mir vorstellen, dass diese Isolation zu Beginn nicht so stark zum Ausdruck kommt. Die psychologisch-politischen Folgen sind das Wesentliche, das Gefangensein im goldenen Käfig und die mangelnde Zufuhr von Luft! Und diese psychologisch-politischen Folgen veranschlage ich als weit schwerwiegender als die wirtschaftlichen. Unsere Zukunft liegt in einem föderalistischen Europa. Sollen wir warten, bis die Gemeinschaft zum Subsidiaritätsprinzip des Föderalismus übergewechselt hat, oder sollen wir beitreten, um diesen Prozess mitzutragen? Die Beantwortung dieser Frage bedürfte der Rückbesinnung auf unsere tatsächlichen Werte. Eine solche Rückbesinnung braucht Ruhe und Besonnenheit. Wir leben in einer Zeit des Wandels, was Unsicherheiten schaffen mag; hierin liegt aber eine wertvolle Chance, die es mit Selbstvertrauen und Optimismus zu ergreifen gilt.

Präsident: Ich glaube, die Zeit reicht nicht aus, um zu dieser Thematik eine Presse-Erklärung abzugeben. Wir sollten aber eine Subkommission bestimmen, die diese EWR-Verhandlungen intensiv verfolgt und ein Papier für unsere nächste Sitzung vorbereitet. Wären Sie einverstanden, eine solche Subkommission zu bilden?

Wyss: Ich möchte davor warnen, eine zusätzliche Subkommission zu bilden. Es wird bereits hier und dort genug getan und geschrieben. Der Präsident sollte zusammen mit den anderen Präsidenten im engsten Verhältnis zu Herrn Staatssekretär Blankart stehen und über den schweizerischen Standpunkt bestens orientiert sein; wir sollten nur einberufen werden, wenn sich das wirklich als nötig erweist.

Präsident: Mir ging es nur um die nächste Sitzung. Was wollen wir von unserer Kommission aus an die Öffentlichkeit lassen? Die Öffentlichkeit erwartet, dass unsere Kommission etwas sagt; bis jetzt mussten wir sagen, *wir haben angehört, wir haben uns informieren lassen* Deshalb bin ich dafür, dass wir eine Subkommission bestimmen, die zuhänden unserer Kommission ein Papier vorbereitet.

Frau **Grendelmeier:** Ich finde, wir sollten uns etwas zurückhalten. Bis Ende Mai sieht alles wieder anders aus, und das Papier wäre bereits wieder veraltet. Wir sollten bis Ende Juni zuwarten und uns anhören, was sich in Salzburg herausgestellt hat.

Präsident: Wir haben beschlossen, heute keine Presse-Erklärung abzugeben; aber in der nächsten Sitzung ist das wieder traktandiert, und dann erwartet man von uns eine entsprechende Mitteilung.

Revaclier: Est-ce que l'initiative Jäger est inscrite pour le mois de juin ou pas?

Präsident: Diese Initiative und die von Herrn Petitpierre sind bereit und werden in der nächsten Session traktandiert werden.

3. Stand der Transitverkehrsverhandlungen Schweiz - EG

Mühlemann Fritz: Zur Diskussion steht die Frage des 40-Tonnen-Korridors, des Nacht- und Sonntagfahrverbotes. Es geht aber noch etwas tiefer, nämlich um die neue Verkehrsphilosophie von Europa, und da sind erhebliche Fortschritte erzielt worden. Die EG hat eingesehen, dass der Güterverkehr nicht mehr ausschliesslich über die Strasse abgewickelt werden kann und dass der kombinierte Verkehr im Vordergrund stehen muss. In diesem Zusammenhang hat die Schweiz eine entscheidende Vordenkerrolle gespielt. Was die mittel- und längerfristige Konzeption betrifft, haben wir keine grossen Probleme. Was hingegen gewissen EG-Kreisen Probleme bereitet, ist die kurzfristige Bewältigung des Transportproblems. Zur Forderung des 40-Tonnen-Korridors und des Nacht- und Sonntagfahrverbotes: Wir versuchen in bilateralen Kontakten, unsere Lösungsansätze zu verkaufen. Aber unser Ziel ist noch nicht erreicht. Die Verhandlungen sind in einer sehr intensiven Phase. Ganz ohne Opfer und eine gewisse Beweglichkeit geht es nicht, wahrscheinlich sind punktuelle Ausnahmen notwendig; diese müssen sich aber im Rahmen des Strassenverkehrsgesetzes halten.

Kellenberger: Das zentrale Ziel des Abkommens ist, dass man zwischen der EG und der Schweiz koordiniert und die Infrastruktur für die Bahn und den kombinierten Verkehr ausbaut. Im Mittelpunkt des Abkommens stehen Artikel über die Massnahmen zum Ausbau dieser Infrastruktur und zur Förderung des kombinierten Verkehrs, die die Schweiz und die EG treffen, damit das harmonisch vor sich geht. Ein weiteres Abkommensziel ist die Weiterentwicklung der Umweltschutzvorschriften. Man wird auch im Bereich der Fiskalität eng zusammenarbeiten, mit dem Ziel, dass der Strassenverkehr die Kosten zahlt, die er verursacht.

Die Laufzeit des Abkommens: Dies ist einer der Punkte, wo man sich nicht einig ist. Wir wollen, dass die EG den Grundsatz respektiert, dass die Schweiz an der 28-Tonnen-Begrenzung und dem Nacht- und Sonntagfahrverbot festhält. Die Schweiz erbringt im Rahmen des Abkommens mittel- und langfristig grosse Leistungen (insbesondere die NEAT). Deshalb wollen wir, dass während einer relativ langen Frist dieses Abkommen nicht einseitig gekündigt werden kann.

Streitfälle: Die EG hat einen Katalog von Ausnahmebegehren von der 28-Tonnen-Begrenzung vorgelegt. Wir müssen mit der EG noch verhandeln und sehen, wie weit solche Ausnahmebegehren begründet sein können. Politisch gesehen ist für die EG die Frage gewisser begründeter Ausnahmen von der 28-Tonnen-Begrenzung ein wichtiger Teil des Gesamtpakets.

Inländergleichbehandlung bezüglich der Masse und Gewichte: Wir wollen sicherstellen, dass die Schweizer nicht bestraft werden, indem sie in der EG nicht mehr mit 40t fahren können. Wir möchten uns auch die Inländergleichbehandlung beim Marktzutritt sichern.

EWR-Verhandlungen und bilaterale Transitverhandlungen: Politisch gesehen gehören die EWR-Verhandlungen und die bilateralen Transitverhandlungen für die EG zusammen. Wir gehen den Weg der bilateralen Transitverhandlungen entschlossen weiter. Dieses bilaterale Abkommen ist in seiner Natur verschieden vom EWR-Vertrag: Im Zentrum des bilateralen Abkommens steht der Wille, eine koordinierte gemeinsame Kooperation beim Ausbau der Infrastrukturen zu machen. Im Zentrum des Verkehrskapitels des EWR-Vertrages steht die Dienstleistungsliberalisierung.

Daten: Die nächste Verhandlungsrunde findet am 3. Mai statt.

Schluss der Sitzung: 13.45 Uhr.

ENTWURF

für eine

**ERKLÄRUNG DER AUSSENPOLITISCHEN KOMMISSION DES NATIONALRATES ZUM
KURDEN- UND NAHOSTPROBLEM**

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates hat in ihrer ausserordentlichen Sitzung vom 2. Mai 1991 die folgende Erklärung zuhanden des Bundesrates beschlossen:

Der Bundesrat wird eingeladen, so rasch als möglich,

1. Eine Vorlage für einen ausserordentlichen Beitrag von ca. 100 Millionen Franken an das UNO-Hilfsprojekt für die kurdischen Flüchtlinge im Irak und allenfalls im Iran vorzubereiten und den Räten zu unterbreiten.
2. In der Region des Nahen Ostens friedenspolitisch aktiv zu werden durch
 - a) den Einsatz von unbewaffneten Spezialisten, insbesondere Sanitäts- und Betreuungsformationen, zur Verstärkung der Operationen der UNO und des schweizerischen Katastrophenhilfskorps;
 - b) die Entsendung von zusätzlichen Militärbeobachtern im Hinblick auf spätere Engagements der Schweiz mit freiwilligen UNO-Blauhelm-Kontingenten;
 - c) personelle Verstärkung und Unterstützung der Mission des schweizerischen Botschafters und Sonderbeauftragten des UNO-Generalsekretärs für den Nahen Osten, Edouard Brunner.
3. Der UNO offiziell und nachdrücklich die Offerte von Genf als Konferenzort für Nahostfriedenskonferenzen zu unterbreiten.

PROJET

de

**DECLARATION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DU
CONSEIL NATIONAL CONCERNANT LE PEUPLE KURDE ET LE
PROCHE-ORIENT**

Lors de sa réunion du 2 mai 1991, la Commission des affaires étrangères du Conseil national a décidé de transmettre au Conseil fédéral la déclaration suivante:

Aussitôt que possible, le Conseil fédéral:

1. Préparera et soumettra aux Conseil un projet visant l'octroi d'une contribution extraordinaire de 100 millions de francs au programme d'aide de l'ONU aux réfugiés kurdes en Irak et, éventuellement, en Iran.
2. Mènera une politique de paix active au Proche-Orient par:
 - a) l'engagement de spécialistes non armés, notamment de personnel de santé et d'assistance, en vue de renforcer les opérations de l'ONU et du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes;
 - b) l'envoi d'observateurs militaires supplémentaires dans la perspective d'engagements ultérieurs de contingents des casques bleus suisses volontaires;
 - c) un solution à la mission de l'ambassadeur de Suisse et envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Proche-Orient, M. Edouard Brunner, et par le renforcement du personnel à la disposition de ce dernier:
3. Proposera officiellement et fermement Genève pour lieu d'une conférence de paix pour le Proche-Orient.

Zweiter Entwurf
für eine

**ERKLÄRUNG DER AUSSENPOLITISCHEN KOMMISSION DES
NATIONALRATES ZUM KURDEN- UND MITTELOSTPROBLEM**

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates hat in ihrer ausserordentlichen Sitzung vom 2. MAI 1991 die folgende Erklärung zuhanden des Bundesrates beschlossen:

Der Bundesrat wird eingeladen, **so rasch als möglich:**

1. Eine Vorlage für einen ausserordentlichen Beitrag von ca. 100 Millionen Franken für die multi- und bilaterale Hilfe an die kurdischen Flüchtlinge in der Region - allenfalls auf dem Dringlichkeitsweg - vorzubereiten und den Räten zu unterbreiten.

2. In der Region des Mittleren Ostens friedenspolitisch aktiv zu werden durch:

- a) Ergreifen aller dem Bundesrat tauglich erscheinenden Mittel, welche zu einer friedlichen politischen Lösung des Problems beitragen können;
- b) den Einsatz geeigneter, unbewaffneter Spezialisten (z. B. Angebot von N- und C-Waffen-Experten) sowie die Unterstützung mit materiellen und sachlichen Mitteln aus den Bereichen Logistik und Sanität zugunsten der Operationen der UNO und des Schweizerischen Katastrophenhilfekorps;
- c) die Unterstützung weiterer Aktionen im Rahmen der UNO in den Bereichen, welche über die unmittelbare Hilfeleistung hinausgehen (Bsp: Angebot von Militärbeobachtern, von Flugzeugen u. ä.)

3. Der Bundesrat wird eingeladen, bei den betroffenen Parteien die Disponibilität Genfs als Konferenzstandort für multilaterale Friedenskonferenzen zu wiederholen.

Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates bringt mit der vorstehenden Erklärung zum Ausdruck, dass sie gewillt ist, die Bemühungen des Bundesrates um einen Beitrag zur friedlichen und politischen Lösung der Probleme im Mittleren Osten voll zu unterstützen und mit ihren eigenen Anregungen weiter zu verstärken.

ERKLÄRUNG DER AUSSENPOLITISCHEN KOMMISSION DES
NATIONALRATES ZUM KURDEN- UND MITTELOSTPROBLEM
VOM 2. MAI 1991

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates hat in ihrer ausserordentlichen Sitzung vom 2. Mai 1991 die folgende Erklärung zuhanden des Bundesrates beschlossen:

Der Bundesrat wird eingeladen, so rasch als möglich:

1. Zusätzliche Mittel in ausserordentlichem Umfang für die multi- und bilaterale Hilfe in der Region, insbesondere für die kurdischen Flüchtlinge, zur Verfügung zu stellen.
2. In der Region des Mittleren Ostens friedenspolitisch aktiv zu werden durch:
 - a) Ergreifen aller dem Bundesrat tauglich erscheinenden Mittel, welche zu einer friedlichen politischen Lösung des Problems beitragen können;
 - b) den Einsatz geeigneter, unbewaffneter Spezialisten (z.B. Angebot von N- und C-Waffen-Experten) sowie die Unterstützung in den Bereichen Logistik und Sanität zugunsten der Operationen der UNO und des schweizerischen Katastrophenhilfekorps;
 - c) die Unterstützung weiterer Aktionen im Rahmen der UNO in den Bereichen, welche über die unmittelbare Hilfeleistung hinausgehen (Bsp: Angebot von Militärbeobachtern, von Flugzeugen u. ä.)
3. Der Bundesrat wird eingeladen, bei den betroffenen Parteien die Disponibilität Genfs als Konferenzstandort für multilaterale Friedenskonferenzen zu wiederholen.

Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates bringt mit der vorstehenden Erklärung zum Ausdruck, dass sie gewillt ist, die Bemühungen des Bundesrates um einen Beitrag zur friedlichen und politischen Lösung der Probleme im Mittleren Osten voll zu unterstützen und mit ihren eigenen Anregungen weiter zu verstärken.

DECLARATION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DU CONSEIL
NATIONAL SUR LE PROBLEME KURDE ET LE PROBLEME DU MOYEN-ORIENT
DU 2 MAI 1991

Lors de la réunion extraordinaire qu'elle a tenue le 2 mai 1991, la commission des affaires étrangères du Conseil national a décidé de transmettre au Conseil fédéral la déclaration suivante:

Le Conseil fédéral est invité:

1. A débloquer des moyens supplémentaires exceptionnels en faveur de l'aide bilatérale ou multilatérale apportée dans la région, notamment aux réfugiés kurdes;
2. A promouvoir, tout aussi rapidement, une politique active de paix au Moyen-Orient:
 - a) en ayant recours à tous les moyens qui lui semblent bon pour arriver à une solution pacifique et politique du problème;
 - b) en proposant l'envoi de spécialistes non armés (par exemple d'experts de l'arme nucléaire et de l'arme chimique), et en apportant un soutien logistique et sanitaire aux opérations menées par l'ONU et par le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe;
 - c) en soutenant d'autres opérations qui dépasseraient le cadre de l'aide immédiate, mais qui seraient effectuées dans le cadre de l'ONU (par exemple, en proposant l'envoi d'observateurs militaires ou d'avions).
3. Le Conseil fédéral est invité à rappeler aux parties concernées que la ville de Genève s'est offerte d'accueillir des conférences de paix multilatérales.

Par la présente déclaration, la commission des affaires étrangères du Conseil national entend signifier au Conseil fédéral qu'elle est prête à soutenir sans réserve les efforts qu'il déploiera pour contribuer au règlement pacifique et politique des problèmes du Moyen-Orient et qu'elle continuera, par ses suggestions, à le conforter dans son attitude.

Verteiler

Datum: 27.5.91	
✓	Sauvant
✓	Robert
✓	Huber
✓	DZ
✓	Komm. NR
	Komm. SR <i>Masoni</i>
✓	Frakt. R / V
	Sekr.
✓	Ch. / mz.
✓	Amtl. Bulletin
	Finanzkomm.